



RAPPORT MORAL 2025

ENGAGÉES POUR DEMAIN : DE LA STABILITÉ ET DE L'AMBITION

À la veille de l'assemblée générale (AG) 2025, les onze membres du comité directeur (CD) vous présentent leur rapport moral de l'année écoulée.

Nous souhaitons introduire ce rapport moral en partageant les volontés fortes qui ont guidé l'action de notre collectif durant ces derniers mois. Conscient·es du renouvellement important des membres de notre instance cette année encore, nous avons voulu inscrire nos actions et nos orientations dans la continuité politique des comités directeurs précédents dès notre début de mandat. Au-delà de notre volonté commune de porter les valeurs du mouvement qui nous rassemblent, ce choix répond à un enjeu central : garantir à l'association une stabilité politique indispensable pour affronter les défis qui se présentent à elle, tout en assurant la cohérence et la continuité des actions engagées dans la durée.

Assurer la continuité c'était d'abord, et dans le prolongement du rapport moral 2024, poursuivre le recentrage de notre action autour d'une ligne directrice claire : assumer pleinement les responsabilités liées à notre fonction, tout en posant les jalons nécessaires pour sortir durablement de l'opérationnel. C'est une étape essentielle pour replacer le comité directeur dans son rôle de conseil d'administration, à travers le pilotage politique de l'association.

Malgré la volonté de porter cette dynamique, nous avons dû composer avec des réalités structurelles qui en freinent parfois la mise en œuvre : la densité des sujets à traiter, les urgences à gérer, et plus largement le fonctionnement propre à notre association. Si le constat persiste que cette année encore nous avons porté des chantiers opérationnels, les signes de changement sont malgré tout clairs et encourageants. Sortir de l'opérationnel ne se décrète pas et doit s'inscrire dans un processus progressif. C'est pourquoi nous avons choisi d'assumer à nouveau une part de cet engagement, dans la perspective de cette transition durable, à laquelle nous croyons.

Ce travail minutieux est rendu possible grâce à un travail concerté et de qualité avec le délégué général (DG), que nous remercions pour sa présence et son action. Dans un contexte parfois complexe, cette relation de confiance a constitué un appui essentiel pour le comité directeur : c'est un maillon nécessaire à la bonne gouvernance de l'association. Cette collaboration et ces échanges précieux nous permettent d'envisager la suite avec optimisme.

L'année 2024-2025 a été dense pour notre association, tant sur le plan structurel que pédagogique : une année vivante et exigeante, où de nombreux sujets ont été portés à l'agenda du comité directeur. Ce rapport moral est ainsi l'occasion d'en faire le bilan, afin d'en débattre ensemble lors de notre assemblée générale les 14 et 15 juin prochains.

La fermeture du site d'Orléans du secteur vacances adaptées : une décision lourde, prise en responsabilité

La décision la plus difficile et engageante de l'année est celle de la fermeture du site d'organisation de vacances adaptées d'Orléans. Cette décision cristallise à elle seule les enjeux et responsabilités que le comité directeur a eu à porter.

Dès notre prise de fonction, et dans la continuité du travail engagé par les précédents CD, le suivi de la situation du secteur vacances adaptées (SVA) a constitué notre priorité. En juin 2024, le groupe politique SV, complété par de nouvelles et nouveaux membres du CD et accompagné par le DG, a poursuivi son action : un suivi rapproché du site d'Orléans, ainsi que le travail de réflexion de fond concernant la vision stratégique pour l'avenir du secteur.

Après plusieurs mois d'analyses, d'échanges et d'alertes internes, il est apparu que les conditions n'étaient plus réunies pour maintenir l'activité sur le site. Sa fragilité économique mettait en péril l'équilibre global de l'association sans perspectives viables d'amélioration et dans un contexte humain dégradé. Malgré les efforts déployés ces dernières années, le comité directeur a donc pris, le 19 février 2025, la décision de mettre fin à l'activité du site. Si le rapport moral 2024 mentionnait l'ambition de "conserver l'intention de lancer une réflexion associative pour statuer par voie démocratique sur l'avenir des services vacances"¹, nous avons, en responsabilité, fait le choix de prendre et assumer cette décision au sein de notre instance face à l'urgence opérationnelle. Nous n'avons ni souhaité ni pu reporter cette responsabilité et la prise de décision sur l'AG. Si celle-ci reste notre instance souveraine pour la vie démocratique en fixant les orientations politiques de l'association, elle n'était pas adaptée pour statuer sur une décision organisationnelle urgente, à fort impact humain et salarial. Nous avons pleinement éprouvé la difficulté de prendre cette décision, mais nous avons aussi partagé collectivement, l'impératif de le faire.

Cette posture de responsabilité n'éteint pas pour autant la nécessité d'une réflexion associative plus large sur la question de l'inclusion et du handicap au sein des EEDF. La fermeture d'Orléans résonne d'autant plus fortement qu'elle a été actée l'année des 60 ans du secteur : 60 ans d'engagement associatif pour le droit aux vacances pour tous et toutes. Nous remercions les équipes salariées et bénévoles qui, par leur implication quotidienne, font vivre cet engagement auprès des jeunes et adultes accueilli-es. Dans ce contexte difficile, nous réaffirmons notre engagement pour le droit aux vacances, pour l'inclusion, et pour une ouverture réelle à toutes et tous : cela ne doit pas s'arrêter là !

Nous invitons largement les adhérent-es et agéistes à lire le communiqué publié par le comité directeur², qui éclaire notre positionnement et retrace les éléments de contexte ayant conduit à cette décision.

Nous avons pleinement conscience des conséquences humaines de cette fermeture, en premier lieu pour les salarié-es du site, pour l'ensemble de l'équipe salariée ensuite, pour les bénévoles impliqué-es, et bien sûr, pour les vacancier-es qui ne pourront plus être accueilli-es sur nos séjours. Plus largement, c'est toute l'association qui est affectée par cette décision, la déception associative est réelle et profonde.

Nous avons travaillé avec le délégué général pour maintenir un dialogue social exigeant tout au long du processus : nous remercions les représentant-es du personnel pour les échanges menés au sein du comité social et économique (CSE), qui ont permis de garantir un haut niveau d'attention aux enjeux humains de cette décision. Le CSE a rendu un avis négatif sur le projet de réorganisation : cela impacte l'ensemble du dialogue social de l'association et renvoie à notre politique employeur.

¹ [Rapport moral du comité directeur pour l'assemblée générale 2024](#)

² [Communiqué du CD](#)

Assumer notre fonction employeur·ses : un engagement pour une politique salariale alignée avec nos valeurs

La situation vécue à Orléans réaffirme les responsabilités qui incombent à notre instance en tant qu'employeur·ses, une dimension que nous nous engageons résolument à améliorer depuis plusieurs années. Cette prise de conscience n'est pas nouvelle, mais cette année nous y renvoie d'autant plus. Le comité directeur réaffirme ainsi sa volonté politique : faire évoluer la politique employeuse de l'association pour qu'elle soit pleinement alignée avec nos convictions associatives.

Cette mission, confiée au délégué général, se déploie pas à pas. Nous savons que ce chantier se poursuit de manière coordonnée avec l'équipe nationale (EN), dans une logique d'amélioration continue. Certaines étapes de transition, comme le départ de notre ancienne directrice en charge des ressources humaines (DRH), et l'arrivée d'une nouvelle personne à ce poste ont marqué cette année. Nous profitons de ce rapport moral pour souhaiter la bienvenue à Virginie ALLAIN qui a rejoint l'équipe nationale en mars 2025.

Les chantiers qui composent notre vision stratégique, et en particulier la politique employeuse, ne pourront être menés sans le concours des élu·es du CSE. Le dialogue social a été mis à l'épreuve cette année, à la fois par l'ampleur des changements engagés et par la manière dont ils ont été vécus. L'avis négatif rendu par le CSE sur le projet de réorganisation témoigne par exemple d'une opposition forte face au projet de fermeture du site d'Orléans, que nous avons entendue. Cette divergence ne remet pas en cause notre volonté de maintenir un dialogue social exigeant qui est, à notre sens, un levier de vigilance, et co-construction. Ces échanges sont, et resteront, une ressource précieuse pour construire une politique employeuse qui soit véritablement à la hauteur des valeurs que nous partageons.

Si la responsabilité d'employeur·euses et la fermeture du site d'Orléans ont structuré notre année de comité directeur, la vie de l'association a continué en parallèle sur les autres thématiques. Des chantiers en cours depuis plusieurs années ou nouvellement amorcés, dans lesquels nous nous sommes investi·es. Ces engagements reflètent à la fois notre volonté de continuité et notre engagement pour faire vivre notre projet associatif.

Construire les éclé·es de demain : des dynamiques structurantes pour notre année, entre impulsions et aboutissements

Le **Grand Bivouac**, projet fédérateur engagé depuis plusieurs années, mobilise une grande partie des acteur·ices de l'association pour la faire progresser et grandir, autour d'un horizon commun : les grandes rencontres de 2025 prévues cet été ! À moins de quelques semaines de cet événement, ce rassemblement symbolise notre capacité à rêver, construire et agir collectivement pour faire vivre notre projet éducatif en l'ancrant dans les enjeux d'aujourd'hui. Nous remercions toutes les forces salariées et bénévoles qui, depuis toutes ces années, ont œuvré pour faire de ce rassemblement une réalité. Soyons fier·es et joyeux·ses de nous retrouver cet été pour mettre en action, une fois de plus, notre scoutisme laïque !

La construction des nouvelles **orientations associatives (OA)** a démarré cette année et a fortement mobilisé le CD. Un comité de pilotage a été structuré en associant salarié·es et bénévoles pour créer et mener la démarche de construction des futures OA. Après des échanges dans les congrès et lors des conseils nationaux (CN), nous vous proposons une grande infusion pour les quatre prochaines années autour de quatre axes majeurs : place des jeunes, transformation sociale, épanouissement, protection et stabilité. Ces OA seront proposées au vote lors de l'AG à venir, et leur mise en œuvre aux différents échelons engagée dans les mois à venir.

La question de **l'inclusion** a également été une priorité cette année. La crise sociétale que connaît le droit aux vacances pour tous et toutes impacte fortement notre association. Nous

ne pouvons plus accepter de voir la situation que connaît notre SVA se dégrader encore : cela appelle une réponse collective et déterminée. Le constat est clair et partagé : en tant qu'association d'éducation populaire, nous avons la responsabilité de faire vivre nos valeurs en s'assurant de rendre nos espaces accessibles à toutes et tous, sans distinction. Agir pour l'inclusion, c'est affirmer qu'elle ne relève pas de l'exception, mais bien du cœur de notre projet éducatif. Un premier temps de travail a été proposé en ce sens au CN d'avril 2025, avec l'ambition de poursuivre ce chantier dans la durée, en impliquant l'ensemble des acteur·ices de l'association pour garantir une politique commune, construite avec la force de nos valeurs associatives.

Enfin, la **vente du siège national** a marqué une étape importante après plus de dix ans de réflexion et le constat partagé d'un siège trop grand, trop coûteux et inadapté à nos besoins ! Grâce au travail conjoint de l'équipe nationale et de la commission administrative et financière des éclé-es (CAFé), en lien avec le comité directeur : nous sommes aujourd'hui fier·es de voir ce chantier avancer. Un des deux étages a été vendu, et les salarié·es emménageront à la mi-mai au 3^e étage, dont la vente est prévue en 2025. Un travail sera entamé pour construire le cahier des charges de notre futur siège, aligné avec nos besoins et notre projet associatif.

Au fil de l'année, plusieurs chantiers de fond ont poursuivi leur chemin. Ancrés dans la durée, ils reflètent la volonté de progression quotidienne de notre association, soutenue au fil des mandats par les différents CD. Ces chantiers, parfois moins visibles, façonnent en profondeur nos pratiques, ainsi que la manière de nous organiser et de faire vivre nos valeurs.

Poursuivre les travaux engagés : un appui en cohérence avec nos intentions associatives

La protection des membres reste au cœur de nos priorités. Elle nous engage collectivement, pour faire de notre association un espace sûr, respectueux et éducatif, à tous les niveaux. Depuis plusieurs années, la **cellule nationale VSS** mène un travail essentiel pour accompagner, prévenir et gérer les violences sexistes et sexuelles aux EEDF. L'adoption du texte-cadre en 2022 marque une avancée majeure. Cependant, notre accompagnement des régions montre qu'une pédagogie active reste indispensable pour assurer sa compréhension et son appropriation. Continuons de nous mobiliser ensemble pour faire vivre et réaffirmer notre plein engagement dans cette politique.

Par ailleurs, et en réponse aux directives de l'organisation mondiale du mouvement scout (OMMS), nous nous sommes lancé·es aux côtés de nos partenaires du scoutisme français (SF) dans la politique "**À l'abri de la maltraitance**". La mise en œuvre de cette politique poursuit le même objectif de lutte contre la maltraitance en apprenant à les identifier, les prévenir et les gérer, afin de protéger toutes celles et ceux qui font vivre notre mouvement. Un groupe de travail se constitue pour porter cette démarche, avec l'ambition d'en faire un véritable sujet collectif pour l'année à venir : c'est une composante structurante de l'une des orientations associatives que nous proposons à l'AG.

En cohérence avec les préconisations du rapport moral 2024, nous avons identifié le renforcement de nos **partenariats** comme un élément essentiel à notre stabilité autant qu'à notre développement. Nous avons priorisé nos liens institutionnels et notre ancrage dans les réseaux scouts et d'éducation populaire. Cela s'est traduit d'une part via une place assumée et proactive au sein de la fédération du scoutisme français, et d'autre part, avec une concentration de notre énergie partenariale sur l'implication dans nos réseaux d'éducation populaire, en étant présent·es lors d'un colloque sur la reconnaissance de celle-ci, au printemps. De nombreux facteurs et urgences peuvent freiner cet engagement. Cependant, ce travail se poursuit avec l'équipe nationale, notamment sur le volet institutionnel.

Concernant notre gouvernance, nous avons suivi et accompagné **l'évolution et l'application de notre nouvelle gouvernance associative** en lien avec l'adoption des nouveaux statuts et du règlement général lors de l'AG 2024. Cette transformation vers un fonctionnement plus horizontal initié via la démarche PRAGA continue cette année ! Elle se poursuit concrètement

à travers l'accompagnement de sa mise en œuvre lors de nos congrès et APL, mais également dans les démarches administratives à poursuivre : nous aurons l'occasion d'en échanger lors de l'AGE prévue à cet effet. Les membres du comité directeur ont continué à tisser un lien étroit avec les 14 régions, à la fois pour accompagner cette évolution, mais aussi pour soutenir plus largement les équipes régionales.

Le travail des **trois commissions nationales** a été, cette année encore, un soutien précieux pour l'échelon national, nous les en remercions. En plus de leurs missions, les membres des copils des commissions et les membres du CD ont entamé une démarche pour harmoniser leur fonctionnement, qui se poursuivra dans les années à venir.

Nous savons que **la question économique** n'est toujours pas satisfaisante et reste un enjeu majeur pour notre association. Le résultat de cette année, bien que moins déficitaire que les années précédentes, dans un contexte où les résultats exceptionnels sont en nette baisse, montre que nous progressons, mais nous avons conscience qu'il reste encore des efforts à faire pour retrouver l'équilibre. Les services nationaux et les structures qui y sont attachées doivent continuer de faire l'objet d'une attention particulière. Il est impératif de poursuivre le travail engagé pour construire une stratégie financière pérenne. Nous saluons les efforts déjà entrepris par l'équipe nationale pour y travailler et savons que ce chantier reste au cœur des priorités de l'échelon national l'année prochaine.

C'est encore une année riche que nous clôturons. Si nous sommes fier·es du travail accompli et des avancées qui en découlent, certaines fragilités demeurent : nombre de sièges encore trop peu pourvus, turn-over d'élu·es conséquent, et une charge de travail qui reste importante, malgré des signes d'allègement encourageants. L'instance reste dysfonctionnelle pour espérer une organisation pleinement satisfaisante.

Le comité directeur : une instance toujours fragile

Nous nous sommes attaché·es à rendre nos engagements plus soutenables tout au long de l'année. Nous avons réfléchi à des ajustements dans notre fonctionnement interne tant sur la méthode que sur l'organisation du travail. Cela s'est traduit par une structuration plus claire des missions du bureau, un renforcement de la collégialité du trio de présidence, et la poursuite du travail de distinction entre les dimensions politiques et opérationnelles. Ces évolutions visaient à clarifier et faciliter les rôles de chacun·e, faciliter la prise de responsabilité, mieux articuler les dimensions politiques et opérationnelles, et répartir plus équitablement la charge de travail.

Si des progrès sont visibles, ces ajustements ne suffisent pas encore à répondre aux besoins de fond. Le départ de deux élu·es en cours de mandat cette année est un signal clair : au-delà de la perte qu'ils représentent, ces départs soulignent des fragilités structurelles auxquelles nous devons faire face. La **formation des élu·es**, reste un point de vigilance. Bien qu'un travail ait été amorcé, il reste insuffisant. La mission d'administrateur·ice, portée par des bénévoles, demande du temps et un accompagnement solide. Cette formation doit redevenir une priorité. Quels moyens pouvons-nous mettre en œuvre ensemble pour la garantir ?

La seconde difficulté, est celle du **faible nombre de candidatures**, qui ne permet pas aujourd'hui de pourvoir tous les sièges du comité directeur. Cela fragilise la dynamique collective et limite notre capacité d'action. Les nouvelles candidatures sont indispensables pour maintenir une énergie et une vision partagée dans cette instance.

Le comité directeur est un rouage essentiel au fonctionnement de l'association : il mérite une attention commune afin de lui garantir les conditions d'un engagement serein et efficace. Mobilisons-nous pour la suite !

Demain : des valeurs porteuses pour notre fonctionnement et pour agir dans notre société

Un certain nombre d'orientations et de chantiers ont été entamés, en grande partie en coopération avec l'EN et dans les différents CN. Leur mise en œuvre par les futurs CD devra constituer un levier de stabilité, et permettre de bâtir un fonctionnement lisible et durable pour l'ensemble de notre association.

Nous avançons, et nous voyons au quotidien apparaître les effets positifs du travail amorcé ces dernières années. Si le changement est parfois lent, nous avons su nous offrir des temps de recul réguliers pour constater que, oui, les lignes bougent.

L'opérationnalisation et la mise en œuvre de nos nouvelles orientations associatives est notre proposition à l'AG 2025 pour constituer la feuille de route de tous les échelons de l'association pour les quatre années à venir.

Suivre cette feuille de route pour les prochaines années autour des quatre axes proposés permettra de renforcer la stabilité de notre mouvement et à consolider ses fondations, afin que les EEDF, fort-es de leur ancienneté, continuent de faire vivre un projet éducatif porteur de sens. Elles devront aussi nous permettre de poursuivre la réflexion sur la protection de toutes et tous pour vivre un scoutisme attentif et sécurisant. L'affirmation de notre engagement dans la transformation sociale, nécessaire pour lutter contre toutes formes d'oppressions, est également l'un de leurs objectifs. Enfin, il s'agira de renforcer la place des jeunes dans notre association afin de continuer à former des citoyens et citoyennes aussi engagé-es que conscient-es de leur pouvoir d'agir.

Si nous devons continuer de nous mobiliser en interne pour faire vivre notre mouvement, l'année à venir doit aussi nous rappeler notre responsabilité face au contexte politique instable. La montée de l'extrême-droite nous inquiète profondément. En tant qu'acteur·ices de l'éducation populaire, nous devons rester vigilant-es pour continuer à faire vivre notre scoutisme laïque. Comme nous l'avions affirmé en début de mandat, nous le répétons avec force : le projet de société que nous portons aux EEDF n'est pas compatible avec l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir. Ce n'est pas de ce monde dont nous rêvons pour grandir, s'épanouir et s'émanciper ni aux éclé-es, ni dans la société.

Pour toutes ces raisons, militant-es, bénévoles, jeunes et salarié-es, retrouvons-nous dès demain autour de ce qui nous rassemble pour assurer la continuité de nos activités. Et pour ce faire, première étape : rendez-vous au Grand Bivouac !

Éclaireusement,

Le comité directeur

Clara, Dominique, Esteban, Justine, Lou, Louise,
Nadhi (Chloé), Nahélé (Margot) Nine, Maëlle, Mélisande